



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-019- DB

Date d'affichage : 21 février 2020		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	18	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	4	Présents : (18)
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	21	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (4)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		Absent(s) : (1)
		Guy BERTIN

MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE DU COMMERCE - CONVENTION DE PARTENARIAT PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MAINE-ET-LOIRE

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) insère la Politique Locale du Commerce (PLC) et le soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire dans les compétences obligatoires en matière économique des Communautés d'Agglomération.

Dans sa délibération n° 2018/166 DC du 15 novembre 2018, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a notamment décidé que « la mise en place d'un observatoire du commerce » relevait de la compétence communautaire.

Considérant que l'aménagement commercial est un enjeu important pour leur territoire et dans le but de définir une politique locale du commerce, les élus de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaitent se doter d'un outil d'observation locale du commerce.

L'observatoire local du commerce permettra de suivre et d'analyser les dynamiques du tissu commercial au sein du périmètre de l'EPCI à partir d'indicateurs annuels.

Cette connaissance fine alimentera la réflexion des élus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie propose de mobiliser les données dont elle dispose afin de mettre en œuvre un plan d'actions pour rechercher des données complémentaires et mettre à profit son expertise avec pour objectif de :

- fournir des informations quantitatives et qualitatives relatives à l'appareil commercial de manière régulière (annuelle),
- accompagner la collectivité dans ses réflexions sur le commerce de demain.

Ainsi, la proposition de la CCI de Maine-et-Loire porte sur deux modules complémentaires :

- Module 1 - Observation des implantations des commerces : il s'agit, à partir d'indicateurs et d'une enquête auprès des professionnels, d'analyser les mouvements des points de vente ainsi que les cafés, hôtels et restaurants ;
- Module 2 - Observation de la vacance commerciale : enquête de terrain au cœur des sept principales polarités du territoire et de la représentation spatiale de ces données. Des établissements et les locaux vacants seront géolocalisés.

Aussi,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis –JOUE 24/12/2013 L 352/1 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

Vu la délibération n° 2017/016 DC du 2 février 2017, complétée par la délibération n° 2017/086 DC du 23 mars 2017 et la délibération n° 2019/004 DC du 7 février 2019 des Conseils de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant la détermination de l'intérêt communautaire des compétences de la collectivité et notamment en matière de développement économique dans le cadre des conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT ;

Considérant l'exposé ci-dessus ;

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire :

- **D'ÉMETTRE** un avis favorable à l'offre de prestation « Observatoire Local du tissu commercial » proposée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire, qui a pour objectif de permettre de suivre et d'analyser les dynamiques du tissu commercial au sein du périmètre de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, à partir d'indicateurs annuels ;

- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer l'offre ci-annexée et **d'ENGAGER** 9 090 € TTC sur les crédits votés à cet effet au budget 2020, lors du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2019 ;

- **D'AUTORISER** de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant à signer tous les actes qui peuvent être subséquents à cette décision.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »